

**Intervention de Suzanne-G.  
Chartrand  
à la conférence de presse  
le mardi 26 novembre 2019  
sur le PL 40**



Le collectif **Debout pour l'école !** que je représente, regroupe 1200 membres de tout le Québec, principalement des acteurs du monde de l'éducation et des parents. J'ai moi-même travaillé pendant 52 en éducation et, à ma retraite de l'université, en 2016, j'ai considéré qu'il fallait redoubler d'efforts pour *remettre l'éducation sur ses rails*. J'ai lancé un cri du cœur qui a fait écho et nous avons fondé **Debout pour l'école !** qui œuvre pour que le Québec se dote d'un système scolaire équitable et de qualité pour tous, dans la poursuite des idéaux de la Révolution tranquille et du rapport Parent.

Le projet de loi 40 est inacceptable. Pour trois raisons principales

1. Il consacre la ségrégation des populations scolaires du primaire et du secondaire et renforce l'iniquité du système d'éducation québécois.
2. De plus, il s'ingère de façon importante dans le travail des enseignant.e.s.
3. Enfin, fait gravissime, il accuse un important déficit démocratique.

Faire une promesse électorale est une chose, mais transformer des pans entiers du système d'éducation québécois sans tenir compte de l'opposition massive que ce projet de loi rencontre en est une autre. Et dire que cela provient d'un gouvernement et d'un ministre qui se targuaient de vouloir écouter la population et les gens qui connaissent les élèves par leur nom !!!

Dans un État démocratique, le gouvernement a le devoir de prendre le temps de tenir compte des avis contraires, surtout, quand par son action, il transforme les assises d'une partie du système d'éducation, enjeu stratégique pour l'avenir d'un peuple. Nous rappelons au gouvernement Legault que l'éducation n'est pas une marchandise ; c'est un droit fondamental.

Le gouvernement doit tenir compte des points de vue des principaux acteurs de l'éducation obligatoire, tous plus compétents que lui dans ce domaine. Ils sont tous ici réunis : administrateurs scolaires, représentants syndicaux de l'ensemble des travailleuses et travailleurs de l'éducation, militant.e.s de groupes citoyens, parents, et tous considèrent que le PL 40, en l'état, est inacceptable et doit être abandonné ou transformé profondément.